

<https://journal.alternatives.ca/?Haiti-Les-ONG-sont-elles-un-outil-de-domination-neocoloniale>



# Haïti : Les ONG sont-elles un outil de domination néocoloniale ?

- Journal des Alternatives - Publications -

Date de mise en ligne : jeudi 21 juin 2012

---

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

---

Paternalisme, néocolonialisme, outil de domination de l'ordre mondial, voilà seulement quelques-uns des attributs et concepts accolés aux organisations non gouvernementales (ONG) lors du colloque sur le rôle controversé des ONG en Haïti, lequel a soulevé des passions le 15 juin à Montréal. L'organisatrice Nancy Roc d'Incas Productions, a admis que ce colloque intitulé « Les ONG en Haïti : entre le bien et le mal », est « un colloque qui dérange ». Elle a salué la présence de plusieurs ministres haïtiens : « Ce sont eux qu'on accuse mais ils sont là aujourd'hui, ils nous prennent au sérieux », dit-elle avant de déplorer l'absence d'un grand nombre d'ONG québécoises.

« Les Québécois ont été les plus généreux donateurs et ils sont en droit de se demander où sont les fonds. J'ai contacté toutes les ONG, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), et la plupart n'ont même pas pris la peine de me répondre. J'ai appris la semaine dernière que l'AQOCI tenait son assemblée générale aujourd'hui même. J'étais prête à payer pour que le programme du colloque soit affiché sur le site de l'AQOCI. On m'a répondu que ce n'était pas possible pour le technicien web...

« Lorsqu'une étude a été menée auprès des ONG par le Disaster Accountability Project (États-Unis), 80% des ONG ont refusé de rendre des comptes. On accuse souvent le gouvernement haïtien mais seulement 1% de l'aide s'est rendue au gouvernement. Pour chaque dollar canadien donné à Haïti, 6 sous seulement sont allés aux Haïtiens. Voici la vérité qu'on ne vous dit pas.

« La plupart des rôles de l'État ont été refilés aux ONG, les fonds sont dirigés vers d'autres gouvernements, vers des compagnies privées étrangères. Comment s'étonner que l'on qualifie Haïti de Far West des ONG ! Il s'est développé en Haïti une forme de colonialisme humanitaire. Depuis 1986, Haïti est le pays qui a reçu le plus d'aide mais s'est appauvri. Et on accuse les victimes ! Par ailleurs, les ONG haïtiennes ne reçoivent pas d'aide et pourtant ce sont elles qui connaissent le pays et les besoins de la situation. »

Mme Roc se défend de vouloir faire le procès des ONG. Le but de ce colloque est de « chercher des solutions et mettre en oeuvre une coordination entre les acteurs, d'amorcer un dialogue, un nouveau virage ».

La faiblesse de l'État haïtien et la propagande voulant qu'il soit trop corrompu pour se voir allouer des fonds profite grandement aux ONG étrangères qui récoltent l'aide financière qui autrement irait à l'État. Ce dernier est davantage affaibli par cette pratique et les intervenants ont dans une grande majorité mis l'accent sur la nécessité du renforcement de l'État. S'il faut avoir les moyens de ses ambitions, le renforcement de l'État haïtien passe d'abord et avant tout par les moyens financiers.

« Est-ce la faiblesse de l'État qui a causé cette invasion d'ONG dans les compétences gouvernementales ou l'invasion d'ONG qui a contribué à affaiblir l'État ? » Sans amener de réponse à la question que plusieurs se posent, le directeur exécutif de l'Observatoire canadien sur les crises et l'aide humanitaire, François Audet, conclut qu'il « faut revoir les paradigmes de l'intervention en Haïti ».

Daniel Supplice, ministre des Haïtiens vivant à l'étranger accuse plutôt l'instabilité politique d'être responsable de la faiblesse de l'État. Il n'a toutefois pas mentionné le rôle prépondérant des pays donateurs dans l'instabilité politique haïtienne.

Ce rôle antidémocratique des grandes puissances est également passé sous silence dans les grands médias qui n'osent même pas parler du coup d'État concocté par le Canada, les États-Unis et la France contre Jean-Bertrand Aristide en 2004 et préfèrent le qualifier de « départ » du président. Ce dernier, élu démocratiquement avec un pourcentage des suffrages à faire rougir n'importe quel dirigeant des pays qui l'ont chassé du pouvoir, faisait face à une insurrection armée et financée entre autres par le CIA. Quant à l'opposition politique, le gouvernement canadien

a largement contribué à son financement :

Le gouvernement canadien a été fortement impliqué sur tous les plans dans le coup d'État. Le Canada, l'Union européenne et les États-Unis avaient supprimé toute aide au gouvernement Fanmi Lavalas tout en finançant ses opposants. Pire, le Canada a participé à la planification et à l'exécution du renversement du gouvernement et au kidnapping d'Aristide. La nuit du coup, 125 troupes canadiennes étaient sur le terrain à Port-au-Prince, assurant la sécurité de l'aéroport à partir duquel les soldats étasuniens forceraient Aristide à prendre un avion pour l'exil. Le Canada a aidé à installer le nouveau régime non élu et lui a fourni des millions de dollars d'aide. L'aspect probablement le plus honteux est que les troupes canadiennes et les policiers envoyés en Haïti ont activement appuyé la répression. (Nikolas Barry-Shaw, Dru Oja Jay, Paved with Good Intentions, 2012, p. xi. Traduction libre.)

En créant et en entretenant l'instabilité dans la Perle des Antilles, ces pays qui prétendent être les amis d'Haïti maintiennent l'État haïtien dans une condition de dépendance à l'aide internationale de laquelle ils sont les premiers à profiter puisqu'elle sert à stimuler leur économie plus que celle d'Haïti.

Dans une longue tirade à l'endroit du rôle des ONG et des pays donateurs intitulée « Au nom du pain, du fric et de la tragédie », Frédéric Boisrond, sociologue et chargé de cours à l'Université McGill a cité l'ancien président étasunien Bill Clinton qui, pour justifier les fonds alloués à l'United States Agency for International Development (USAID) avait fait valoir que l'agence d'aide internationale était d'abord et avant tout un « levier économique interne, puisque 80 % de l'aide ne quitte pas le pays ».

Les données gouvernementales des États-Unis de l'automne 2011 sur l'aide à Haïti illustrent parfaitement ce phénomène : sur 1537 contrats valant au total 204 604 670\$, seulement 23 contrats ont été attribués à des entreprises haïtiennes pour un total de 4 841 426\$. (Marjorie Valbrun, Haitian firms few and far between on reconstruction rosters, iWatch News, 11 janvier 2012.)

Daniel Holly, professeur titulaire au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal a accusé les dirigeants haïtiens d'être responsables de la situation tout en critiquant fortement le rôle des ONG dans l'ordre mondial actuel, un rôle qu'il n'a pas hésité à comparer à celui des prêtres de l'Église catholique lors de la deuxième révolution industrielle :

« Les ONG sont la nécessité d'un ordre mondial, le vecteur de la domination et les agents de formatage de cet ordre. Les premières ONG sont nées de la deuxième révolution industrielle en réaction à la misère provoquée par cette révolution, par cet ordre du monde basé sur la domination et l'asservissement des régions extérieures à l'Europe. Les ONG vont par la suite s'internationaliser comme le capitalisme générateur de misère. L'activité des ONG aujourd'hui se compare à celle des prêtres de l'Église catholique lors de la 2e révolution industrielle, qui transmettaient aux pauvres ce message : "Acceptez votre sort, vous serez récompensés dans l'au-delà."

« Les ONG empêchent la révolte des masses par la solidarité. Elles louent leurs services aux pays donateurs. Leurs projets ne sont pas anodins : ils sont conçus pour formater les sociétés où ils sont exécutés, dans des États fragiles, pour la plupart, et n'ayant pas de moyens financiers ni de ressources humaines. L'aide internationale contourne systématiquement l'État pour faire exécuter ses projets par les ONG.

« L'ordre mondial ne saurait s'improviser. Il s'agit d'une structure envahissante qui prend la place des États nationaux. Les premiers responsables de cette situation sont les dirigeants, la faiblesse de l'État. Les ONG les plus

importantes agissent à titre d'agences de notation et promeuvent dans des pays en développement une démocratisation rapide telle que conçue par l'Occident sans toutefois tenir compte du fait qu'il a fallu des siècles aux pays développés pour y arriver. Les décisions prises en Haïti aujourd'hui sont celles des maîtres d'Haïti : la France, les États-Unis et le Canada. »

Cette rencontre a révélé l'ampleur et les travers de ce système d'aide qui n'en est pas un. Elle a aussi démontré que contrairement à l'image souvent véhiculée dans les médias voulant les Haïtiens sont accros à l'aide internationale par simple paresse, il n'en est rien. Ils sont nombreux à vouloir remédier à cette situation de dépendance qui ne fait que les enfoncer et les maintenir dans la misère.

Haïti a besoin d'une « Révolution tranquille » et les Haïtiens souhaitent être « Maîtres chez-eux », mais leurs maîtres les en empêchent et les ONG sont symptomatiques de cette maladie de l'asservissement propagée par l'ordre économique mondial.

Comment y arriver ? L'impact des ONG étrangères en Haïti n'est pas que négatif et celles-ci peuvent contribuer à renforcer l'État haïtien. Les ONG haïtiennes font elles aussi partie des solutions proposées lors du colloque et qui seront abordées dans la deuxième partie de cet article.